

Politiques économiques

Nos usines ne tournent pas à plein rendement. Celles qui devaient comporter deux équipes ne se contentent plus que d'une. Les ouvriers qui travaillent cinq sur six jours par semaine ne travaillent plus que trois jours. Les sociétés n'ont pas utilisé les bénéfices qu'elles ont réalisés au cours des années de vaches grasses pour moderniser leurs usines et acheter du nouveau matériel.

Pendant des années, la construction automobile a réalisé des profits énormes, tout comme l'industrie des pâtes et des papiers. Maintenant elle vient supplier qu'on l'aide. Le pourcentage de la main-d'œuvre qui travaille dans le secteur tertiaire augmente chaque année. Ce secteur n'est pas si productif que le secteur secondaire, que l'industrie minière, que l'industrie du pétrole et du gaz, qui sont hautement mécanisés et automatisés.

En dernier lieu, nous voyons les sociétés canadiennes et les multinationales en proie à la fièvre de l'OPA: Thomson achète FP Publications et la Baie d'Hudson, le CP essaie d'acheter des sociétés américaines et Seagrams maquignonne. Ces mainmises n'augmentent en rien notre potentiel de production. Voilà pourquoi la productivité n'augmente pas depuis quelques années.

Le pays est plongé dans le marasme, et il va y rester aussi longtemps que le gouvernement refusera de faire ce que tous les autres pays industrialisés du monde ont fait, à l'exception des États-Unis. Il faut que l'État prenne l'initiative de la planification, avec l'industrie et le travail, pour que les ressources humaines et les ressources naturelles soient employées au maximum, pour que nous produisions les denrées d'alimentation et les marchandises que nous sommes mieux en mesure que d'autres de produire, pour que nous tenions notre place sur les marchés étrangers afin de faire travailler les Canadiens.

Tant que le gouvernement ne s'occupera pas de cette planification, tant qu'il ne mettra pas au point la stratégie industrielle dont le ministre de l'Industrie et du Commerce a parlé avec tant de volubilité quand il était dans l'opposition, nous allons rester dans le marasme, et le marasme ne fera que s'aggraver.

M. Roy MacLaren (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, notre discussion de ce soir porte sur le relèvement de la croissance économique, un objectif que nous voulons tous réaliser. Non seulement nous voulons favoriser la croissance économique, mais également la maintenir et faire en sorte qu'elle soit équilibrée tant du point de vue des régions que de l'industrie.

Pour atteindre ces objectifs généraux, notre gouvernement s'est engagé à réduire d'abord le déficit de l'ensemble de notre balance des paiements. En deuxième lieu, nous avons entrepris de réduire le taux de l'inflation. En troisième lieu, nous cherchons à promouvoir l'emploi et les industries viables, et à accroître les exportations. En quatrième lieu, nous voulons, bien sûr, mettre en œuvre des politiques propres à avantager toutes les régions du Canada. Ce soir, je voudrais vous dire quelques mots sur les objectifs généraux qui sous-tendent le programme énergétique national annoncé dans le budget de l'automne dernier.

● (2110)

Nous comptons réduire le déficit actuel de notre balance des paiements en supprimant, comme objectif majeur du pro-

gramme, le recours aux importations de pétrole. Nous comptons également y réussir d'abord en favorisant l'économie de l'énergie, chose que nous avons négligée au Canada dans le passé. Nous le faisons en favorisant le remplacement du pétrole rare et coûteux par des formes plus abondantes de combustibles. En accordant des stimulants à l'industrie, nous comptons également faire mettre en service de nouvelles réserves de pétrole produit au Canada.

Comme le savent pertinemment les députés et la plupart des Canadiens, l'autarcie énergétique du Canada est plus qu'assurée aujourd'hui. En fait, nous sommes de nets exportateurs d'énergie. Grâce au programme énergétique national, nous nous sommes fixé le nouvel objectif d'atteindre encore une fois l'autarcie pétrolière d'ici 1990. Ces programmes nous permettront de rétablir l'équilibre dans la balance des paiements et ce sera là l'un des principaux objectifs de notre actuelle politique économique.

Quant aux répercussions sur l'inflation et le chômage, nous ne privilégions pas, dans notre programme énergétique national, une politique pétrolière bon marché. Toutefois, nous nous devons, en tant que gouvernement central, de gérer l'économie nationale. Nous devons protéger les consommateurs au même titre que nous devons assurer aux producteurs des bénéfices raisonnables.

Je pourrais signaler qu'en évaluant l'incidence de l'inflation attribuable à la hausse des prix de l'énergie, le Conseil économique du Canada a estimé dernièrement qu'une augmentation d'un dollar par baril de pétrole ajoutait environ 1/2 p. 100 à l'indice des prix à la consommation. Au lieu d'attiser davantage l'inflation, nous préférons que les Canadiens paient leur pétrole moins cher que le prix mondial et nous voulons que la différence aille dans leur poche et non dans les coffres des gouvernements.

J'ai déjà dit que dans la politique économique qu'il préconisait, le gouvernement actuel se préoccupait principalement de la croissance industrielle et des emplois qu'elle permet de créer.

Nous considérons la politique énergétique et, en fait, l'industrie énergétique comme les principaux moteurs d'une plus forte croissance de notre économie. Nous avons des atouts nettement canadiens à cet égard. Nous avons pris la tête dans les technologies relatives aux sables bitumineux, à la récupération assistée du pétrole, aux réacteurs à l'uranium naturel et à la prospection du pétrole dans les régions inexploitées, surtout dans les environnements vulnérables.

Je ne pense pas avoir à rappeler à la Chambre que la politique énergétique nationale prévoit de 1980 à 1983 des dépenses considérables qui stimuleront davantage la croissance de ce secteur extrêmement dynamique de notre économie globale. Ceux qui ont pris connaissance du programme énergétique national se rendront compte que près de 12 milliards de dollars ont été affectés à différents travaux en vue de stimuler davantage la croissance de notre économie dans des conditions propres à favoriser l'équilibre régional dans tout le pays. Nous comptons sur la péréquation, le partage des bénéfices et, en fait, le partage des coûts d'une exploitation accrue de ce secteur extrêmement prospère de notre économie. Mais en nous y prenant de manière à avantager toutes les régions du Canada, nous veillons néanmoins à ce que la principale province productrice de pétrole, l'Alberta, retire plus de 100